



HAL
open science

Egypte ; Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Egypte ; Yémen. Images Economiques du Monde 2016, Armand Colin, 2015, 978-2-200-29309-3. <halshs-01235421>

HAL Id: halshs-01235421

<https://shs.hal.science/halshs-01235421v1>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Égypte

Traque des islamistes

La condamnation à mort, le 16 mai 2015, du président déchu Mohamed Morsi (qui peut encore faire appel) ainsi que d'une centaine de ses partisans, montre la détermination du président Sissi à traquer les islamistes. 1400 manifestants environ ont péri après le coup d'État soutenu par la population en juillet 2013, tandis que 20 000 partisans des Frères Musulmans ont été écroués à la suite de procès expéditifs. Déclarée « organisation terroriste » fin 2013, la confrérie subit la plus forte répression de son histoire. Le gouvernement égyptien ne la distingue pas des groupes djihadistes ayant fait allégeance à l'État islamique qu'il combat dans le Sinaï. 500 personnes sont mortes en 2014 dans la seule péninsule, placée sous état d'urgence dans sa partie Nord. La répression s'est par ailleurs étendue à toute forme de contestation (y compris non islamiste) dans le pays, comme le montre le meurtre par la police de l'activiste politique Chayma Sabagh en marge des commémorations improvisées du quatrième anniversaire de la révolution du 25 janvier 2011.

Retour sur la scène internationale

C'est dans le cadre de la lutte antiterroriste que l'Égypte a fait son retour sur la scène internationale, soutenue politiquement et financièrement par l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. Le pays a ainsi tenté de retrouver son rôle de médiateur entre Israël et les groupes armés soutenus par le Hamas lors de la guerre de Gaza durant l'été 2014. Il s'est engagé, en mars 2015, dans la guerre contre les rebelles Houthis au Yémen (voir p. ?) aux côtés de la coalition saoudienne. Sissi cherche également à devenir un acteur majeur en Lybie, en soutenant le gouvernement élu réfugié à Tobrouk et opposé notamment aux islamistes. Enfin, le président égyptien a signé, le 23 mars 2015, un accord de principe avec les chefs d'État éthiopiens et soudanais visant à apaiser leurs différends concernant le partage des eaux du Nil. L'Égypte craignait que la construction en cours du barrage Renaissance en Éthiopie n'affaiblisse son approvisionnement en eau, qui vient à 95% du Nil.

Reprise économique en trompe l'œil

Après la sécurité, le redressement de l'économie est l'autre priorité du président Sissi. Il l'a réaffirmé lors de la Conférence économique de Sharm el Cheikh, organisée en mars 2015. La présence de 22 chefs d'État et la signature de contrats pour plus de 36 milliards de dollars, dans les domaines des hydrocarbures, de l'électricité et des transports notamment, a conforté les milieux d'affaire et la relance de la croissance. Après le dédoublement du Canal de Suez, qui sera effectif fin 2015 d'après le gouvernement, Sissi a poursuivi sa politique de grands projets en annonçant la création d'une nouvelle capitale *ex nihilo*, à une centaine de kilomètres à l'ouest du Caire, pour un montant estimé à 45 milliards de dollars. Destinés à rassurer les investisseurs internationaux, ces projets peinent à masquer une situation préoccupante : baisse continue de la fréquentation touristique depuis 2011, forte inflation (10%), fort déficit budgétaire (12%), 40% de la population sous le seuil de pauvreté, etc.

L'Égypte ne doit donc pas tant sa relative stabilité économique à ces grands projets, dont personne ne peut prédire pour l'instant les retombées, qu'à trois autres facteurs : l'aide apportée par les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Koweït), qui s'élève à 20 milliards de dollars, l'économie informelle, de l'ordre de 50% du PIB environ, qui a joué un rôle d'amortisseur de la crise et, enfin, la relative stabilité des revenus apportés par les égyptiens de l'étranger, qui constituent la première rente du pays.

Yémen

Une guerre civile... et régionale ?

Le 25 mars 2015, l'Arabie Saoudite commence à bombarder le Yémen, en prenant la tête d'une coalition de dix puissances régionales, qui rassemble notamment les pays du Conseil de Coopération du Golfe (à l'exception d'Oman), l'Égypte, le Maroc et la Jordanie. Le but de cette opération nommée « Tempête du désert » est de mettre un terme à la progression des rebelles « Houthis ». Appartenant à la communauté chiite zaydite (30% des yéménites environ), ils ont en effet profité de l'instabilité politique après 2011 pour gagner du terrain et prendre Sanaa, la capitale, en février 2015, renversant ainsi le président Abd Rabbo Mansour Hadi, élu en 2012 et aujourd'hui en exil. Trois mois après le début de cette opération militaire qui aurait fait 1600 morts dont de nombreux civils et des dizaines de milliers de déplacés, la situation semble s'enliser pour plusieurs raisons. D'abord, l'ancien président Ali Abdallah Saleh, qui a quitté le pouvoir en novembre 2011 sous la pression de la rue et du Conseil de Coopération du Golfe après 33 ans passés à la tête de l'État, joue un rôle très ambigu. Après avoir affronté les Houthis entre 2004 et 2010 dans leur province septentrionale de Saada, Saleh, qui est lui-même zaydite, les soutient désormais et leur apporte l'aide des forces spéciales qui lui sont restées loyales, espérant ainsi reconquérir le pouvoir. Ensuite, cette guerre revêt une forte dimension régionale et l'objectif de la coalition, par ailleurs soutenue par les États-Unis, pourrait être de contrer l'influence de l'Iran dans la région, qui soutiendrait les Houthis, en plus du régime de Bachar al Assad en Syrie et du Hezbollah au Liban. Enfin, la polarisation confessionnelle semble de plus en plus forte alors que le chaos s'installe dans le pays. Outre les frappes aériennes de la coalition, les Houthis doivent affronter sur le terrain les forces d'Al Qaida en Péninsule Arabique, qui cherche à prendre le contrôle de l'islam sunnite au Yémen et qui est parvenue à fédérer de nombreuses tribus du sud et de l'est du pays. Ils sont également opposés à l'État islamique, qui a revendiqué sa première action dans le pays en mars 2015, faisant 150 morts dans des mosquées chiites de Sanaa. Dans la région d'Aden, où sont aujourd'hui principalement concentrés les combats, les Houthis doivent aussi faire face aux sécessionnistes, qui réclament l'indépendance du Yémen du Sud (unifié au Yémen du Nord en 1990). Aujourd'hui alliés de circonstance au président Hadi, ces derniers lui furent pourtant très opposés, l'accusant de les avoir mal intégrés dans la tentative de dialogue national qu'il a initiée après son élection. Avant cela, ils s'étaient plusieurs fois soulevés contre le gouvernement central de Saleh, comme en 1994 lors d'une guerre civile, pour protester contre les inégalités territoriales qu'il a renforcées au cours de son mandat. L'enchevêtrement des conflits est donc très préoccupant au Yémen. L'arrêt des bombardements de la coalition saoudienne, demandé par les organisations humanitaires qui évoquent une situation catastrophique sur place, pourra difficilement empêcher la division du Yémen en plusieurs régions autonomes et conflictuelles, un « scénario libyen » aujourd'hui inéluctable.